

LA LIBERTÉ, C'EST LE COUP D'ÉTAT?...

LA RÉVOLUTION C'EST LA LIBERTÉ!

Pour Dilma Rousseff, présidente élue lors du ballottage de 2014 avec 51% des voix, le 17 avril 2016 marque la clôture d'un cycle d'ingouv... (*) présidentialisme et parlementarisme conduit, par la procédure constitutionnelle de destitution présidentielle, à une sorte de perte de la confiance parlementaire, au prix d'une rupture du processus politique.

Malgré le malaise de l'économie, la présidente avait réussi à se faire réélire, mais sans doute n'aurait-elle pas fini ainsi si ne s'était pas encore ajoutée l'action des procureurs et des magistrats de moindre importance, incarnés par la figure du juge Sergio Moro, chef de l'opération *Lava Jato* (nettoyage au jet), une sorte d'«*Opération mains propres*» à la brésilienne.

En fait, ce n'est qu'au début de 2015, quand furent rendues publiques les plaintes concernant les pots-de-vin électoraux par le *Parti des travailleurs* (PT) - en grande partie provenant de filiales de la *Petrobras* - que les groupes opposés au parti au pouvoir, aussi bien la droite politique que les agents du marché, eurent accès de plein fouet à la propagande non stop des médias libéraux (*Globo*, le premier réseau de télévision, et *Folha de São Paulo*, le principal journal du pays) commencèrent à réclamer la tête de la présidente.

Pour avoir une idée de l'ampleur de la corruption, il faut savoir qu'environ 220 députés sur un total de 513 sont concernés d'une façon ou d'une autre par une plainte de la Cour suprême, sans compter de nombreux sénateurs eux aussi impliqués. Outre le PT (se situant programmatiquement de la gauche au centre), les deux principaux partis appuyant le gouvernement - qui l'ont ensuite trahi - le PMDB (*Mouvement démocratique brésilien*, le plus grand parti du pays, de centre-droit) et le PP (*Parti progressiste*, à droite) (...) ont près de 40% de leurs députés impliqués dans un scandale de corruption. Même le vice-président Michel Temer, qui pourrait parvenir à tout moment au pouvoir, se trouve parmi les accusés, de même que le président du Sénat, Renan Calheiros, qui est impliqué dans de nombreux scandales de pots-de-vin, en plus de Cunha déjà cité. Non seulement les politiciens de l'ancienne base du gouvernement, qui a été défaite, se trouvent parmi les nombreuses personnes dénoncées par *Lava Jato*, mais aussi les membres du Congrès faisant partie de l'opposition qui géraient les pots-de-vin pour les sous-traitants de l'État avant même l'arrivée de Lula au pouvoir, en 2003.

Donc, si on devait aller au fond du problème, il resterait peu de chose de la politique et des politiciens actuels. Ce constat renforce la demande de nouvelles élections exigées par les partis de gauche et de centre-gauche, ou celle d'un changement de régime de gouvernement vers le parlementarisme, faite dans les couloirs du Sénat par les perdants de 2014 (pour commencer l'ex-candidat du PSDB de 2010 José Serra, la «*social-démocratie*» de centre-droit), avec des dissidents de la base d'appui du gouvernement.

Cependant, l'anticipation des élections n'a pas l'appui de la plupart des renards politiques qui voient le risque d'émergence d'un outsider d'extrême-droite, ou le risque du vote du fondamentalisme néo-pentecôtiste - un quart de l'électorat brésilien qui s'est montré fort et obstiné dans sa fausse défense morale - ou encore d'une inconnue comme Marina Silva, ancienne candidate des Verts, ou même le risque, pour eux, du retour de Lula.

La présidente du PT - à la fin elle aussi s'est défendue en quittant son poste de chef de l'État pour assumer celui de chef de ses électeurs - ex-guérillera, fonctionnaire de carrière, d'autorité, faisant tout sauf de la politique, elle est devenue une sorte de victime expiatoire des masses et fut sacrifiée par vengeance. Une vengeance diffuse qui, venant de la droite individualiste, fait feu non seulement sur la corruption, mais sur le communisme, contre le syndicalisme, contre les sans-terre, mais qu'on trouve également chez les vieux sympathisants du PT qui voient en lui le traître à ses origines plus «*socialistes*», le traître à son refus de se salir les mains dans la politique, à la défense intransigeante de l'éthique. L'accession au pouvoir de Lula et du PT en 2003 fut en même temps le sommet et l'écroulement; je dirais plus, la faillite de la gauche brésilienne.

(*) Mot incompréhensible! (Note A.M.).

Entre 2003 et 2007, le PT a perdu la plus grande part de sa gauche. Qu'il s'agisse des dissidences léninistes paralysées par le centralisme démocratique hégémonique du «lulo-petisme» hégémonique, des petits groupes d'une dizaine de personnes qui recréèrent de ternes partis dits communistes, ou d'un groupe plus grand et hétérogène de socialistes marxistes et non marxistes qui fonda le PSOL, *Socialisme et Liberté*, parmi les premiers à dénoncer l'utilisation par le gouvernement de la machine publique pour se maintenir au pouvoir. Nous devons également mentionner la séparation de sa base verte, scandalisée par la politique pro-OGM pro agro-industrie, qui a été reconstruite plus tard autour de la *Rede de Marina*. Peu à peu, le gouvernement perdit sa base de soutien non corporative: il ne lui restait que les syndicalistes de la CUT qui avaient désormais des postes dans le ministère du Travail, les employés directs de l'État, le personnel exécutif du MST (*Mouvement des Sans-terre*) et ses clients favorisés par la réforme agraire sélective, un mouvement de moins en moins actif dans les campagnes; et, pour finir, il lui reste l'appui de ceux qui sont directement concernés par les programmes sociaux d'assistance. La dissolution de ses bases sociales les plus politiquement organisées explique en partie sa lenteur à organiser sa défense sur le terrain, faite à la veille du procès de destitution à travers une politique au caractère nettement populiste. Gramsci avait vu dans Lénine le prince condottiere de la Révolution russe, l'homme capable de conduire le navire dans le havre de sécurité en 1921, introduisant, avec ses deux pas en arrière, la *Nouvelle Économie Politique*. Nous connaissons malheureusement le résultat, quelle fin connurent la lutte et l'espoir de beaucoup de camarades russes vraiment socialistes et anarchistes.

Chico de Oliveira, politologue fondateur du PT et depuis des années éloigné du parti, a fait dans son essai de 2003 *L'Ornithorynque*, la même comparaison, mais avec une grande différence. L'arrivée de Lula au pouvoir s'est faite sans changements structurels dans le pays, dominé par le débat économique sur la croissance.

Pour Oliveira, l'opportunisme était évident dans le choix que fit Lula d'échanger le soutien à la politique sociale du PT contre les subventions aux plus pauvres, établissant des relations avec les secteurs les plus arriérés du conservatisme politique, les dirigeants historiques régionaux, dont beaucoup étaient déjà des criminels dans leurs lieux d'origine, et avec qui il était de nouveau prêt à voler le bien public. Les politiques d'assistance garantirent la réélection de Lula et ont fait également réélire son successeur, mais cela a coûté, entre autres erreurs de politique économique telles que l'exploitation sans précédent du territoire aux dépens des populations traditionnelles, principalement la mise à disposition de la machine d'État entre les mains des politiciens, dont beaucoup d'arrivistes liés eux aussi au PT, qui s'enrichirent rapidement avec le vaste élargissement capillaire d'une machine déjà bien rodée de pots-de-vin interne à l'État. L'échec du PT et par conséquent de la gauche traditionnelle qui aspire au pouvoir, conduit alors également à l'échec de la politique au Brésil, ou au moins mène à ce grand vide de la politique que nous voyons maintenant, dans une démocratie d'un peu plus de trente ans qui a émergé à la fin de la dictature en 1985. Une faillite visible également dans l'indifférence avec laquelle les plus jeunes observent ce qui se passe.

Un dernier chiffre pour comprendre le profil des manifestants en faveur de la destitution: la majorité sont des hommes, de niveau secondaire, dont les revenus sont supérieurs à la moyenne nationale et qui ont plus de quarante ans. Un manifestant différent de celui qui, timidement en juin 2013, est descendu dans la rue pour la première fois pour demander le transport public gratuit et démocratiser les formes de la politique: des femmes et des hommes de niveau universitaire, ayant un revenu inférieur à la moyenne nationale et ayant moins de trente ans. À ceux-là, le gouvernement des travailleurs leur a montré le bâton avec les nouvelles lois anti-terroristes (y compris celle d'association de malfaiteur), qui, avec le cours de l'histoire, ont été invoquées par l'«*intouchable*» Sergio Moro pour demander des écoutes téléphoniques de l'ancien président Lula, conversations qui, une fois devenues publiques, ont fait précipiter la situation actuelle, dont nous attendons les prochains chapitres.

Nous espérons que dans un proche avenir, ce seront de nouveau ces manifestants, garçons et filles, moins nombreux, mais autonomes dans la gestion du territoire, capables de réoccuper les places du pays pour protester et chercher à réaliser un désir minoritaire, mais vivant, de démocratie directe.

DAF - Action révolutionnaire anarchiste
